

Cette rubrique est réalisée par les conseillers aux affaires sociales de la Délégation aux affaires européennes et internationales.



## Allemagne

### Les seuils d'opérations complexes souvent franchis par les structures hospitalières allemandes

Une loi prévoit en Allemagne depuis 2004 un nombre minimum pour chaque type d'opérations compliquées dans les hôpitaux et cliniques. Cette loi a pour objectif que le personnel ait suffisamment pratiqué ces opérations. Théoriquement, si ces minimums ne sont pas respectés, l'hôpital n'a pas le droit d'effectuer ces opérations. À titre d'exemple, un hôpital doit effectuer au moins 20 transplantations de foie et 25 de reins par an. Une étude de la Fondation Bertelsmann évaluant la qualité des cliniques et hôpitaux en 2017 a toutefois révélé que 40 % d'entre elles ne respectaient pas ces nombres minimums. Le non-respect varie toutefois fortement d'un Land à l'autre : alors que 29,2 % des cliniques du Mecklembourg-Poméranie-Occidentale étaient dans l'illégalité, elles étaient 62,5 % à Brême.

Enfin, l'étude souligne que le risque de mortalité augmente lorsqu'une équipe peu habituée effectue des opérations complexes. La société des hôpitaux allemands réfute toutefois ces critiques. Selon elle, les opérations ayant eu lieu dans les hôpitaux ne respectant pas les seuils étaient les exceptions prévues par la loi (urgences, nouveau médecin dans un hôpital). Par ailleurs, elle rappelle que les seuils ont été franchis de peu, si bien qu'elle préconise plus de flexibilité dans cette loi afin de ne pas entraver le travail du personnel hospitalier.

CHRISTINE JACOB-SCHUHMACHER



## Canada

### Québec : les « super infirmières » voient leurs compétences élargies

Le Collège des médecins du Québec (CMQ) a accepté l'élargissement des tâches déléguées

aux infirmières praticiennes spécialisées (IPS), tel que souhaité par le ministère de la Santé afin d'améliorer l'accessibilité aux soins primaires. Le CMQ a par ailleurs émis le souhait que l'activité des IPS, appelées « super infirmières », ne soit plus encadrée par la loi médicale mais par une législation propre dont l'application serait sous la responsabilité de l'Ordre infirmier.

Un projet de loi déposé à l'automne définira l'élargissement des champs de pratique mais il est acquis que les IPS pourront poser davantage de diagnostics, prescrire des médicaments et des plans de traitement sans avoir à se référer à un médecin. Cette compétence approfondie était jusqu'ici limitée à six pathologies chroniques. Elle devrait s'ouvrir à l'ensemble des pathologies chroniques et aux problèmes de santé courants. Les IPS devront toujours se référer aux médecins dans le cas de polyopathologies ou de cancers. Il existe 600 IPS au Québec, qui œuvrent dans des groupes de médecine familiale, des centres locaux de services communautaires (CLSC) et des hôpitaux. Le gouvernement souhaite qu'il y en ait 2 000 en 2023-2024.

GRÉGORY GUILLAUME

### L'obésité en voie de devenir la deuxième cause de cancer évitable

Selon une étude de la Société canadienne du cancer (SCC), l'excès de poids est en voie de devenir la deuxième principale cause de cancer évitable au Canada. D'ici 2042, le nombre de cas de cancer dus à l'excès de poids triplera presque, passant de 7 200 à 21 000 cas, si les Canadiens ne modifient pas leurs comportements.

Actuellement, plus d'un Canadien adulte sur deux présente une surcharge pondérale, ce qui accroît le risque d'au moins treize types de cancer, dont le cancer du sein, le cancer colorectal, le cancer de l'endomètre et celui de l'œsophage. Les types de cancer les plus fortement associés au surpoids sont l'adénocarcinome de l'œsophage et le cancer de l'endomètre.

L'étude baptisée ComPARE chiffre, pour la première fois, l'impact du mode de vie et précise comment les facteurs de risque vont évoluer dans le temps. Elle est issue d'un partenariat entre la SCC et une équipe pancanadienne d'experts en épidémiologie, en biostatistique, en facteurs de risque du cancer, en prévention du cancer et en application des connaissances. Les chercheurs qui ont rédigé l'étude évaluent aussi le fardeau

actuel et futur de plus de trente types de cancer causés par plus de vingt facteurs de risque modifiables. Aujourd'hui, les cinq principales causes évitables de cancer sont, dans l'ordre, le tabagisme, l'inactivité physique, l'excès de poids, la faible consommation de fruits et le soleil.

GRÉGORY GUILLAUME

### Près d'un nouveau médecin spécialiste sur cinq ne trouve pas de poste à l'issue de sa formation

Selon une étude du Collège royal des médecins et chirurgiens, près de 19 % des nouveaux médecins spécialistes canadiens se retrouvent sans emploi en sortant de leur formation. En dessous de la moyenne canadienne, le Québec compte pour sa part 14 % de nouveaux spécialistes au « chômage médical ». Ce sont dans les spécialités chirurgicales et dans celles nécessitant d'importantes ressources – comme la neurochirurgie, la radio-oncologie, l'orthopédie ou encore la médecine nucléaire – que les médecins peinent à trouver un emploi. Pourtant, au vu des délais d'attente en chirurgie, le système de soins canadien ne souffre pas d'un trop grand nombre de spécialistes mais plutôt d'une insuffisance de postes disponibles, de la diminution du nombre de lits et de la baisse du temps d'utilisation des salles d'opération, conséquences des fortes compressions budgétaires qui ont eu lieu ces dernières années.

GRÉGORY GUILLAUME

### L'espérance de vie affectée par la crise des opioïdes

Alors que l'espérance de vie avait connu un progrès constant de 0,1 % par année depuis 2012, et du double (0,2 % par an) au cours des 20 années précédentes, pour la première fois en 40 ans, elle n'a pas augmenté au Canada en 2017, affectée par la crise nationale des opioïdes qui annule les progrès marqués dans le traitement de plusieurs maladies.

Statistique Canada indique que les 4 108 décès accidentels provoqués par des surdoses de drogue en 2017 ont entraîné un recul de l'espérance de vie de 44 jours chez les hommes, et de 11 jours chez les femmes, tout en précisant qu'il est probable que l'impact des opioïdes soit plus élevé, des décès liés à des surdoses n'étant pas rapportés comme tels.

Le Québec, moins touché que l'ouest du pays, voit l'espérance de vie progresser mais à un rythme de plus en plus ralenti par la virulence enregistrée depuis quelques années par la grippe.

GRÉGORY GUILLAUME

### Québec songe à ouvrir l'aide médicale à mourir aux personnes atteintes d'Alzheimer

Le Québec est prêt à envisager de permettre à une personne atteinte d'Alzheimer d'indiquer dans les premiers stades de la maladie qu'elle souhaite recevoir l'aide médicale à mourir lorsqu'elle ne sera plus apte à donner son consentement éclairé. Si la ministre de la santé, D. McCann, attend un rapport d'experts prochainement sur cette question, elle a d'ores et déjà fait savoir qu'elle était favorable à une telle extension de l'aide médicale à mourir. Une consultation transpartisanne, s'appuyant sur les conclusions du rapport d'experts est prévue pour l'automne et pourrait déboucher sur un projet de loi.

Actuellement, seuls les patients souffrant de maladies incurables et fatales, d'âge adulte, éprouvant de grandes souffrances et aptes à donner leur consentement jusqu'à la dernière minute peuvent avoir accès à l'aide médicale à mourir, ce qui exclut toutes les personnes atteintes de diverses formes de démence et de pertes cognitives, un phénomène pourtant croissant avec le vieillissement de la population.

La question de l'élargissement de ce droit est régulièrement posée au Québec et un sondage réalisé fin mai montre que 74 % des Québécois seraient favorables à une directive anticipée autorisant l'aide médicale en cas de diagnostic d'Alzheimer.

GRÉGORY GUILLAUME



### Chine

### Un système de classement des « hôpitaux intelligents »

La Chine va mettre en place un système de classement des services médicaux connectés pour développer les « hôpitaux intelligents », a annoncé la Commission nationale de la santé. Un hôpital intelligent est doté de systèmes de services basés

sur l'information, dont une banque de données des dossiers médicaux des patients, un système d'enregistrement, un système de navigation au sein de l'hôpital et un système de gestion logistique, a précisé le directeur adjoint du Bureau de l'administration médicale de la Commission. Le système de classement, dont les détails ont également été dévoilés par la Commission, établit les normes couvrant entre autres la capacité de fournir un service de télémedecine et une gestion efficace de l'hôpital. Ce classement devrait permettre aux hôpitaux chinois d'avoir une vision plus claire de leurs avantages et de leurs points faibles, et de mieux répartir leurs ressources pour devenir des « hôpitaux intelligents ».

ANNE BRUANT-BISSON

### Une industrie illégale de test du sexe des fœtus à Hong Kong

Des intermédiaires font ouvertement de la publicité sur les médias sociaux chinois pour faire passer à Hong Kong des échantillons de sang de femmes enceintes afin de contourner l'interdiction chinoise de détermination du sexe du fœtus.

Le réseau très bien organisé prospère sur le souhait des familles chinoises désireuses d'avoir un fils plutôt qu'une fille.

La détermination du sexe est interdite en Chine, les avortements sélectifs ayant généré un excès de naissance de bébés de sexe masculin, qui s'est une nouvelle fois confirmé en 2018 avec 115 garçons pour 100 filles. Cette détermination est en revanche licite à Hong Kong. Le transport et le test sont facturés 850 \$, ce qui inclut la réservation d'un infirmier en Chine via une application pour le prélèvement, le transport via Shenzhen puis son introduction illégalement à Hong Kong, et le test lui-même.

ANNE BRUANT-BISSON

### Des scientifiques chinois conçoivent un outil d'édition de gènes pour tuer les cellules cancéreuses

Une équipe dirigée par Song Yujun, professeur au Collège d'ingénierie et de sciences appliquées de l'Université de Nanjing, a conçu le *nanocarrier* sensible à la lumière dans l'infrarouge proche (NIR) pour l'outil d'édition de gènes CRISPR-Cas9, destiné au traitement des cellules cancéreuses pour des maladies telles que le cancer, le diabète et la maladie de Parkinson. La nouvelle technique

mise au point par l'équipe de Song a été testée sur des souris atteintes de tumeurs et le résultat a montré que la progression des tumeurs était progressivement retardée chez les souris ayant reçu la nouvelle technique pendant 20 jours.

ANNE BRUANT-BISSON



### Conseil de l'Europe

### Conférence internationale à Strasbourg le 12 juin 2019 sur le rôle de la convention sur la protection des données, « Convention 108 + », afin de promouvoir un régime juridique commun pour la protection des données au niveau mondial et de la nécessité pour les États d'y adhérer rapidement.

Organisée en coopération avec la présidence française du Comité des ministres, la conférence, ouverte par le Secrétaire Général, Thorbjørn Jagland, et par l'Ambassadeur Jean-Baptiste Mattei, représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'Europe a eu lieu à la veille d'une réunion plénière du comité de la « Convention 108 »<sup>1</sup>, réunissant près de 120 participants de toutes les régions du monde pour débattre des questions de protection des données et de l'élaboration de politiques communes.

Le Comité a défini ses priorités et son programme de travail pour les deux prochaines années. Le rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit au respect de la vie privée (UNSR), a tenu une consultation publique notamment sur un projet de recommandation relatif à la protection et l'utilisation des données de santé. Cet événement est une autre étape dans la coopération avec l'UNSR sur le droit à la vie privée, qui est un fervent partisan de la Convention 108 + et des travaux du Conseil de l'Europe dans le domaine de la protection des données et de la vie privée

(BRÈVE EXTRAITE DU SITE DU CONSEIL DE L'EUROPE)

1. Ouverte à la signature en octobre 2018, la « Convention 108 + », qui actualise la « Convention 108 » de 1981 déjà ratifiée par 55 États, a été signée jusqu'à présent par 28 États du Conseil de l'Europe, la Tunisie et l'Uruguay.



## Danemark

### Différences régionales persistantes dans les délais de soins

Il existe encore au Danemark des différences dans la capacité des régions à respecter le droit des patients à bénéficier d'un examen approfondi dans les trente jours. Pourtant, dans le cadre de la proposition du gouvernement relative à la réforme du système de santé Patient First (« proximité, qualité, cohérence et droits des patients »), les patients doivent pouvoir bénéficier d'un examen approfondi dans les trente jours. Si, en raison d'un manque de places, la région ne peut pas fournir de traitements dans ce délai, le patient peut recevoir un traitement dans un hôpital privé aux frais de l'État.

À titre d'exemple, tandis qu'un patient adulte en psychiatrie dans la région Zélande attend quarante-sept jours pour faire l'objet d'une prise en charge, un patient psychiatrique dans la région du Jutland central n'attend que vingt-deux jours.

ÉRIC TROTTMANN

### Création d'un centre national d'aide aux enfants dont un proche souffre de troubles mentaux

Le gouvernement danois va allouer 11 millions de couronnes (1,5 million d'euros) pour créer un centre national d'aide aux mineurs ou aux jeunes adultes dont les parents ou les frères et sœurs sont atteints de troubles mentaux. Ces enfants et ces adolescents représentent un groupe très vulnérable et sont souvent négligés dans la prise en charge de leurs proches atteints d'une maladie psychiatrique. Ce futur centre travaillera à la collecte et à la diffusion des connaissances dans ce domaine, dans le but de renforcer les compétences des professionnels concernés en matière de prévention et de mise en place précoce et complète d'un suivi des enfants et des jeunes dont les proches présentent des troubles mentaux.

ÉRIC TROTTMANN

### Renforcement du réseau des centres de soins primaires

Le gouvernement a distribué 209,5 millions de couronnes (environ 28 M €) aux municipalités

et aux régions afin qu'elles subventionnent la création de nouveaux centres de soins de santé primaires et qu'elles développent et modernisent les centres de santé déjà existants dans plusieurs municipalités danoises. Ce projet constitue un élément central de l'accord du gouvernement et du Parti populaire danois sur la réforme du système de santé.

À l'avenir, encore plus de médecins, de sages-femmes, d'infirmières, de bioanalystes, de secrétaires médicaux et de physiothérapeutes seront disponibles au plus près des patients. L'objectif de l'allocation de ces fonds est l'accès plus rapide et aisé des citoyens aux soins de santé primaires. Les nouveaux cabinets médicaux et de santé doivent également contribuer à assurer davantage la présence de médecins dans les zones périphériques et rurales confrontées à des problèmes de couverture médicale.

ÉRIC TROTTMANN

### Création d'un Centre national de génomique

Le 1<sup>er</sup> mai, le ministère de la Santé et le ministère des Personnes âgées ont inauguré une agence gouvernementale appelée Centre national de génomique. Ce centre a pour objectif la réalisation de 60 000 analyses génétiques à l'horizon 2023-2024. Ces analyses doivent permettre au corps médical d'adapter au mieux les traitements prodigués à chaque patient sur la base d'une connaissance plus précise de leurs gènes, et donc des maladies. Le Centre national de génomique fournira une nouvelle infrastructure technologique au niveau national. Le cœur de l'infrastructure est un système de super ordinateurs qui offre une base de données d'analyses génomique à tous les hôpitaux du pays. Le centre disposera de laboratoires nationaux situés à l'ouest et à l'est du Danemark. La création du Centre national de génomique garantira donc à tous les patients les mêmes possibilités d'analyse génétique de haute qualité, peu importe leur lieu de résidence dans le pays. Cela signifie également que les chercheurs auront la possibilité d'impliquer davantage les données génétiques des patients dans des projets qui déboucheront sur la mise au point de traitements nouveaux ou améliorés au bénéfice des futurs patients.

ÉRIC TROTTMANN



## Espagne

### De plus en plus de Françaises se tournent vers l'Espagne pour accéder à la procréation médicalement assistée (PMA)

Aujourd'hui en France, un couple sur sept rencontre des difficultés pour concevoir un enfant. Beaucoup se tournent vers la PMA qui regroupe plusieurs pratiques cliniques et biologiques pour concevoir un enfant comme l'insémination artificielle, la fécondation in vitro (FIV), le don de gamètes, etc.

En France, la PMA est uniquement permise aux couples hétérosexuels infertiles, les délais sont longs et la législation autorise uniquement les dons anonymes, un manque de transparence qui dérange certains futurs parents. La pénurie de gamètes impose en plus aux Français entre douze et dix-huit mois de délai d'attente pour les spermatozoïdes et trois ans pour les ovocytes. Alors des milliers de couples se tournent vers d'autres cliniques européennes, comme celles du Danemark, de l'Angleterre, de l'Espagne et de la Belgique où la législation est plus souple. Entre 2014 et 2018, 40 % des patientes étrangères des cliniques IVI Espagne étaient Françaises, ce qui représente 7 300 patientes françaises en 4 ans. 70 % de ces femmes étaient en couple avec un homme, 25 % étaient seules (aucune donnée ne permet de connaître leur orientation sexuelle), soit une augmentation de près de 350 % en 4 ans et 5 % étaient en couple avec une autre femme, soit une augmentation de 700 %.

60 % d'entre elles ont suivi un traitement avec don d'ovocytes, 15 % ont eu recours à une FIV (86,9 % avec leurs propres ovules et 97,5 % avec un don d'ovocytes), 15 % ont opté pour l'insémination artificielle et 10 % ont vitrifié leurs ovocytes (préservation sociale de la fertilité ou vitrification lors d'un traitement de PMA). En moyenne, toutes ces femmes avaient entre 34 et 43 ans.

Ces chiffres s'expliquent notamment par le fait que la législation espagnole autorise les fécondations *in vitro* (FIV) jusqu'à 50 ans, contre 43 ans en France, que la PMA est permise aux femmes célibataires et aux couples de femmes, que les tests de compatibilité génétique poussés sont autorisés sans antécédents médicaux familiaux graves comme c'est actuellement le cas dans l'Hexagone, que

les futurs parents peuvent avoir des informations sur les donneurs et que la conservation d'ovocytes par vitrification (qui permet de repousser la éventuelle grossesse) y est également autorisée sans raison médicale.

Actuellement, environ 23 000 bébés naissent chaque année en France grâce à la PMA.

CAROLINE CHAULET (INTÉRIM)



## États-Unis

### L'Alabama interdit l'avortement dès l'apparition du fœtus *in utero*

Le texte qui vient d'être adopté en Alabama est le plus restrictif des États-Unis : il interdit l'avortement dès l'apparition du fœtus *in utero*, autorisant une exception pour raison de santé de la mère mais ni pour le viol ni pour l'inceste. Les médecins qui pratiqueraient un avortement sont passibles de quatre-vingt-dix-neuf ans de prison pour crime. Le texte a été jugé inconstitutionnel en cour d'appel, mais l'État a fait appel de cette décision devant la Cour suprême.

Le Parlement du Missouri a également adopté en mai une loi très restrictive sur l'avortement, emboitant le pas de l'Alabama et de la Géorgie, interdisant aux médecins de pratiquer des interruptions volontaires de grossesse après la huitième semaine, un acte puni d'une peine pouvant aller jusqu'à quinze ans de prison.

Ces États sont aussi ceux dans lesquels la santé des femmes est la plus mauvaise. La Géorgie a le deuxième taux de mortalité maternelle du pays. Dans le Missouri, le taux de mortalité maternelle est 50 % plus élevé que dans le reste du pays.

MIKAËL GARNIER-LAVALLEY, CÉLINE JAEGGY-ROULMANN

### Différents avis sur le vapotage : efficacité (relative) pour les fumeurs et dangerosité pour les jeunes

Chaque année aux États-Unis, plus de 500 000 fumeurs meurent prématurément et 15 millions de personnes souffrent de maladies résultant de l'inhalation de fumée de tabac. Une étude publiée dans le *New England Journal of Medicine* en janvier 2019 a conclu que les cigarettes électroniques étaient bien plus efficaces que les autres produits de remplacement de la nicotine pour aider

les personnes à cesser de fumer. Cependant, un rapport publié en 2018 par plusieurs académies américaines (sciences, ingénierie et médecine) indique que les preuves selon lesquelles les cigarettes électroniques aident les fumeurs à abandonner complètement les cigarettes traditionnelles sont limitées car une grande majorité des utilisateurs de cigarettes électroniques continuent également de fumer, ce qui réduit leur probabilité d'arrêter complètement.

Une autre étude, publiée dans le *Journal of American Medical Association*, a conclu que les adolescents qui vapotaient étaient beaucoup plus susceptibles de fumer du tabac. Par ailleurs, l'usage de la cigarette électronique chez les jeunes a atteint le niveau d'épidémie qu'avait annoncé l'année dernière le ministère de la Santé. L'enquête nationale de 2018 sur le tabagisme des jeunes a révélé que l'usage de la cigarette électronique chez les élèves du secondaire avait augmenté de 78 % (cette même année), pour atteindre 20,8 % de la population étudiante. Plus de 3,6 millions de collégiens et lycéens utilisent désormais la cigarette électronique.

MIKAËL GARNIER-LAVALLEY, CÉLINE JAEGGY-ROULMANN

### Une première livraison par drone d'un organe destiné à être transplanté

En avril 2019, un drone créé par l'université du Maryland a pour la première fois été utilisé pour acheminer un rein. L'équipe qui a mis au point ce drone cherche à accélérer la livraison d'organes, compte tenu du fait qu'à partir du prélèvement, un organe perd en qualité chaque seconde. Le drone utilisé est équipé d'hélices et de moteurs de secours, de deux batteries et d'un parachute. Il a effectué 44 vols d'essais avant de transporter un organe.

Selon l'United Network for Organ Sharing, qui dirige le système américain de transplantation, bien que le besoin d'organes excède encore largement l'offre, les dons atteignent des records historiques. Plus de 113 000 personnes sont en attente d'un organe. En 2017, plus de 6 500 personnes en liste d'attente sont mortes. D'où la préoccupation des médecins qui se sont engagés dans cette expérimentation à disposer d'organes plus sains grâce à un temps de transport raccourci. Selon plusieurs chirurgiens non impliqués dans l'expérimentation, il est trop tôt pour porter un jugement sur la fiabilité de la livraison d'organes par drone, mais il paraît évident que cette tech-

nologie permettrait d'éviter la circulation dans les grandes villes.

MIKAËL GARNIER-LAVALLEY, CÉLINE JAEGGY-ROULMANN

### Des box aux capsules, ou comment rationaliser l'espace dans les services d'urgences ?

Nombreux sont les services d'urgences états-uniens, comme le NorthWestern Memorial Hospital de Chicago, à transformer leur organisation spatiale notamment en abandonnant partiellement les classiques box cubiques pour des capsules. Ces dernières se composent de trois murs (dont un en courbe ce qui permet d'atténuer le bruit) et d'un rideau faisant office de porte/quatrième mur. Cette configuration permet de diviser par deux la surface nécessaire par espace individuel en supprimant le lit et en le remplaçant par un fauteuil inclinable. Cette organisation ne s'adresse donc qu'aux patients présentant des troubles mineurs et qui sont souvent en attente de résultats ou d'un nouvel examen. La surface permet la présence du médecin et d'un infirmier, le matériel médical de base (ordinateur, appareil à ECG, gants, désinfectant...), l'inclinaison du fauteuil ainsi qu'une chaise supplémentaire permet la présence d'un accompagnant. En plus de doubler la capacité d'accueil des patients les moins touchés, les capsules permettent une surveillance facilitée par les professionnels de santé grâce à une diminution des distances. Ce passage d'une position horizontale à une position plus verticale permet aussi aux professionnels de santé de pouvoir plus facilement surveiller visuellement l'état de leur patient. Même si cette nouvelle physionomie de service des urgences ne s'adresse pas à tous les patients notamment les plus sévèrement touchés et ceux qui sont très contagieux, elle permet de diminuer significativement le temps d'attente.

MIKAËL GARNIER-LAVALLEY, CÉLINE JAEGGY-ROULMANN

### La présence de stupéfiants aux tests de dépistage atteint son taux le plus élevé depuis 2004

D'après les résultats de Quest Diagnostics Inc., un des plus grands laboratoires de dépistage des drogues du pays, le nombre d'employés et de candidats à l'emploi testés positivement aux drogues a augmenté : 4,4 % en 2018 vs 4,2 % en 2017, chiffre atteignant à son plus haut niveau depuis 2004 (4,5 %). L'analyse porte sur 10 millions



de tests, et les résultats positifs le sont tant aux substances légales qu'illégales : marijuana, analgésiques sur ordonnance et autres médicaments. La marijuana continue à être la substance la plus couramment détectée dans toutes les catégories de main-d'œuvre (main-d'œuvre en général, main-d'œuvre ayant des fonctions liées à la sécurité tels les pilotes d'avion, les exploitants de centrales nucléaires, les conducteurs de trains...). Son résultat positif aux tests d'urine a augmenté de 17 % depuis 2014 (2,40 %) pour atteindre 2,80 % en 2018.

En revanche, pour ce qui concerne les opiacés, les résultats positifs aux tests de dépistage urinaires ont diminué.

MIKAËL GARNIER-LAVALLEY, CÉLINE JAEGGY-ROULMANN



## Norvège

### Extension de la couverture vaccinale à quasi 100 % de la population

La couverture vaccinale pour la rougeole, les oreillons et la rubéole a atteint 96 % de la population norvégienne, un chiffre stable ces dernières années. Les 4 % restants concernent principalement des enfants qui ne peuvent pas être vaccinés pour des raisons médicales, ou sont dus à des problèmes techniques d'enregistrement des enfants vaccinés dans les registres de la sécurité sociale, précise le FHI (l'institut de santé publique).

ÉRIC TROTTMANN



## OMS

### Derniers chiffres sur le paludisme : des progrès insuffisants, surtout en Afrique

L'OMS a publié en novembre 2018 son dernier *Rapport sur le paludisme dans le monde*<sup>2</sup>.

- En 2017, on estime à 219 millions le nombre de cas de paludisme dans 87 pays.

2. <https://www.who.int/malaria/publications/world-malaria-report-2018/report/fr/>

- Le nombre estimé de décès dus au paludisme en 2017 était de 435 000, un chiffre similaire à celui de l'année précédente.

- La Région africaine de l'OMS continue de représenter environ 90 % des cas et des décès dus au paludisme dans le monde.

- Dans les dix pays africains les plus durement touchés par le paludisme – Burkina Faso, Cameroun, Ghana, Mali, Mozambique, Niger, Nigéria, Ouganda, République démocratique du Congo et République-Unie de Tanzanie –, on estime à 3,5 millions le nombre de cas supplémentaires de paludisme en 2017 par rapport à l'année précédente.

- Au vu des données et des tendances récentes, les progrès en direction des deux cibles critiques de la *Stratégie technique mondiale de lutte contre le paludisme 2016-2030*<sup>3</sup> – réduire d'au moins 40 % l'incidence des cas de paludisme et les taux de mortalité à l'horizon 2020 – sont très insuffisants.

- Le financement de la lutte mondiale contre le paludisme en 2017 est resté pratiquement inchangé par rapport à 2016. En 2017, les programmes mondiaux de lutte antipaludique et d'élimination de la maladie disposaient de 3,1 milliards de dollars, soit un chiffre nettement en deçà des 6,6 milliards de dollars prévus par l'objectif de financement de la stratégie pour 2020.

- En 2017, 50 % de la population exposée au risque palustre en Afrique dormait sous une moustiquaire imprégnée d'insecticide, un chiffre similaire à celui de l'année précédente et en légère amélioration depuis 2015.

- En 2017, parmi les femmes enceintes ayant droit à une thérapie préventive en Afrique, 22 % ont reçu au moins les trois doses recommandées, contre 17 % en 2015.

- 48 % des enfants atteints de fièvre en Afrique ont vu un prestataire de soins de santé qualifié (2015-2017).

Le rapport met en lumière les principales lacunes de la couverture en matière d'accès aux outils essentiels recommandés par l'OMS pour prévenir, détecter et traiter le paludisme, en particulier dans les pays confrontés à une charge particulièrement élevée.

Les pays qui atteignent au moins trois années consécutives sans cas autochtones peuvent demander à l'OMS une certification officielle de l'élimination du paludisme.

3. <https://www.who.int/malaria/publications/atoz/9789241564991/fr/>

- En 2018, deux pays ont atteint cette étape importante : le Paraguay et l'Ouzbékistan.

- La Chine et le Salvador n'ont signalé aucun cas autochtone en 2017 – une première pour ces deux pays.

- L'Inde, qui représente 4 % de la charge palustre mondiale, a enregistré une réduction de 24 % des cas en 2017 par rapport à 2016.

- En 2017, l'Éthiopie (- 8,9 %), le Pakistan (- 20,5 %) et le Rwanda (- 6,6 %) ont également enregistré une baisse considérable du nombre de cas.

PHILIPPE DAMIE, THIERRY DEDIEU



## Royaume-Uni

### L'avancement des frais médicaux par les immigrés les empêcherait de se faire soigner

Une étude sur les soins prodigués aux immigrés au Royaume-Uni, publiée par la British Medical Association, a été réalisée via un questionnaire complété par des professionnels de la santé. Elle a notamment révélé que les femmes enceintes immigrées sont moins suivies lors de leur grossesse en raison de leur difficulté à avancer des frais médicaux trop élevés. Il en est de même pour les personnes immigrées souffrant de cancer.

Le National Health Service (NHS) a introduit l'avancement des frais médicaux, sauf en cas d'urgence, pour les immigrés (demandeurs d'asiles, sans papiers et *oversea visitors*) en 2017. Ce dispositif a permis d'économiser 20 millions de livres sterling, soit 0,02 % du budget annuel du NHS pour l'année 2017-2018.

MARGUERITE MOLEUX

### Le nombre de femmes enceintes de plus de 40 ans augmente

En 2017, le nombre de femmes enceintes au Royaume-Uni a diminué pour tous les groupes d'âge sauf pour les plus de 40 ans (+ 2,6 %), selon l'Office for National Statistics (ONS). Dans son rapport, l'ONS explique que cette augmentation peut être due à celle du nombre de femmes faisant des études supérieures et à celle de la part des femmes sur le marché du travail. Par

contre, les femmes de moins de 25 ans affichent le taux de grossesses le plus bas jamais enregistré outre-Manche.

Le rapport de l'ONS met également en lumière une augmentation du nombre d'avortements dans tous les groupes d'âge, sauf pour les moins de 16 ans. Ainsi, 22,7 % des grossesses en 2017 ont engendré un avortement contre 21,8 % en 2016, ce qui pourrait être dû à une difficulté d'accès à la contraception.

MARGUERITE MOLEUX

### **La quantité d'antibiotique mesurée dans la Tamise est de trois fois la limite recommandée par l'AMR Industry Alliance, groupe de lutte contre la résistance aux antibiotiques**

La Tamise est contaminée par cinq médicaments, dont la ciprofloxacine, utilisée pour traiter les infections respiratoires, urinaires et de la peau. L'Onu avait mis en garde en 2018 que, en 2050, dix millions de personnes par an mourraient d'infections bactériennes en raison de leur résistance. Le Dr John Wilkinson, auteur du rapport, explique ces fortes doses par le fait que les stations d'épuration européennes ne filtrent pas complètement les traces d'antibiotiques avant de les rejeter dans les rivières.

MARGUERITE MOLEUX



**Suède**

### **120 millions de couronnes pour un meilleur accès aux soins de santé**

Le gouvernement a décidé de verser 120 millions de couronnes (11,2 millions d'euros) aux régions afin d'accroître l'accessibilité aux soins de santé pour enfants. Les fonds sont distribués par la procédure opérationnelle standard et les mesures visent principalement les familles vivant dans des zones socio économiquement vulnérables. Le gouvernement et l'association des communes et des régions de Suède (Sveriges Kommuner och Landsting) ont convenu d'accroître l'accessibilité aux soins de santé infantile pour les groupes moins bien lotis et

moins bien vaccinés. Cela devrait se faire par le biais de visites à domicile prolongées ou d'autres activités de sensibilisation. Les mesures devraient inclure :

- Informer les parents sur les avantages de la vaccination et réagir aux informations erronées et aux rumeurs concernant la vaccination
- Informer les parents sur la bonne santé dentaire
- Parler des habitudes de vie des enfants et des familles et de la prévention des maladies mentales, du surpoids et des maladies chroniques chez les enfants
- Conseiller et soutenir les mesures de prévention des blessures, informer sur l'allaitement et sur les autres questions liées à la santé à long terme des enfants.

En outre, les mesures devraient porter sur l'identification et le soutien aux parents, par exemple, mentalement vulnérables ou maltraités, pour ainsi identifier et soutenir le plus tôt possible les enfants et les parents/tuteurs souffrant de maladies chroniques et d'invalidités.

ÉRIC TROTTMANN



**Uruguay**

### **Première exportation du cannabis médical uruguayen vers l'Europe**

L'entreprise uruguayenne Fotmer, spécialisée dans la production de cannabis, a annoncé le lancement des exportations de cannabis médicinal à destination de l'Allemagne pour ce mois de mai. Ces exportations de doses d'essai vers l'Allemagne sont destinées à la recherche scientifique dans divers laboratoires, avant une possible exportation à plus grande échelle à partir de juin. Fotmer a annoncé que les applications médicales potentielles de ce produit pour le marché européen seraient le traitement du cancer, de l'anorexie, des douleurs chroniques et de l'épilepsie.

GRÉGORY GUILLAUME